



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Bureau pour l'Afrique du nord

Distr.: GENERALE

CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/7
Mars 2005

Original: FRANÇAIS

Vingt et unième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)
4-6 avril 2006

RAPPORT SUR LES ACTIVITES DU BUREAU

(Avril 2005 - Mars 2006)

Table des matières

	Pages
I. Introduction.....	1
II. Principales activités	1
A. Réunions/ateliers/séminaires de groupe spéciaux d'experts	1
B. Vingt et unième réunion du Comité intergouvernemental d'experts	3
C. Publications	5
III. Observatoire de l'intégration régionale en Afrique du Nord.....	6
IV. Collaboration, coopération internationale et harmonisation et liaison interinstitutions.....	6
A. Mission de soutien au mécanisme africain d'évaluation par les Pairs (MAEP) ...	7
B. Collaboration avec le Système des Nations Unies	7
C. Coopération avec d'autres organisations	7
V. Programme de stages	8
VI. Transfert du Bureau.....	8

I. Introduction

1. Le présent rapport rend compte des activités menées par le Bureau pour la période avril 2005 – mars 2006 c'est-à-dire depuis la dernière réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE), dans le cadre du programme de travail pour la période 2005-2006 dont les objectifs sont: (i) de promouvoir l'harmonisation des politiques nationales dans divers secteurs pour appuyer les efforts d'intégration; (ii) soutenir les Etats membres dans leurs efforts de consolidation de la croissance et du développement; (iii) contribuer à la réalisation des objectifs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD); (iv) consolider les communautés économiques régionales (CER).

II. Principales activités¹

2. Les principales activités menées par le Bureau ont été axées sur l'échange d'expériences, l'analyse des politiques et le renforcement des capacités et menées en étroite collaboration avec les Etats membres, les organisations régionales et le système des Nations Unies. Les réalisations comprennent des publications, réunions, séminaires, services consultatifs et événements spéciaux.

A. Réunions/ateliers/séminaires de groupe spéciaux d'experts

3. Le Bureau a organisé les réunions suivantes:

(i) Réunion interactive de la Commission du VIH/SIDA et de la Gouvernance en Afrique (CHGA) (ECA-NA/RABAT/CHGA/05)

4. Le Bureau a organisé en collaboration avec la Commission du VIH/SIDA et de la Gouvernance en Afrique (CVGA) et le Gouvernement Marocain un Forum Interactif autour de la question de l'impact socio-économique du VIH/SIDA, à Casablanca du 22 au 23 avril 2005. Le Forum est un cadre élargi de consultation qui a pour objectif de mettre en relief les défis que pose le VIH/SIDA aux Etats africains, en vue de la formulation de recommandations d'actions à mener pour y faire face.

5. Plus d'une centaine de personnes de divers horizons (gouvernements, chercheurs et organisations des Nations Unies, de coopération bilatérale, de personnes vivant avec le VIH/SIDA et de jeunes) ont abordé les thèmes suivants: (i) Le Fonds Global et les besoins nationaux; (ii) La planification des besoins en capital humain; (iii) Le VIH/SIDA et les jeunes; (iv) La prévention et la transmission de mère à enfant; et (v) Le VIH/SIDA et la sécurité alimentaire. L'Afrique du nord a été représentée par des organisations gouvernementales et non gouvernementales de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie. Une session a été consacrée à la réponse nationale du Maroc au défi du VIH/SIDA. Les recommandations du Forum ont été intégrées au rapport final de la Commission (CVGA).

1 Visiter le site du Bureau <http://www.uneca-na.org> pour plus d'informations sur les activités présentées notamment les documents à l'intention du CIE, les publications et les rapports des réunions.

(ii) Atelier régional sur la «Conception de codes et mise en application de normes pour la gouvernance d'entreprises » (ECA-AN/RABAT/GOV/Rapport)

6. L'atelier Ad hoc d'experts sur « La Conception de codes et la mise en application de normes pour la gouvernance d'entreprises en Afrique du Nord » s'est tenu à Salé/Rabat du 5 au 7 décembre 2005. Son objectif était de réunir des experts dans le domaine de la gouvernance afin qu'ils puissent réfléchir sur les réformes à entreprendre en vue d'une meilleure gouvernance d'entreprise en Afrique du Nord. La réunion s'est concentrée sur les codes et l'harmonisation de normes et a adressé un des défis les plus importants en matière de gouvernance d'entreprise. A l'issue des travaux, l'atelier a émis des recommandations qui sont accompagnées d'un Plan d'Action.

7. Ces recommandations invitent les pays à développer des programmes de plaidoyer et de sensibilisation en matière de gouvernance d'entreprise ainsi que des directives nationales compatibles avec les normes internationales de gouvernance d'entreprise. Les pays sont encouragés à déployer plus d'efforts dans le renforcement des capacités institutionnelles et humaines aussi bien sur le plan national que régional, à accélérer la mise en œuvre des réformes dans les secteurs bancaire et financier, à mettre en place des systèmes de promotion, de dissémination et d'échange d'information sur la gouvernance d'entreprise. Enfin, il a été demandé à la CEA, en collaboration avec d'autres institutions internationales d'explorer les mécanismes pratiques pour aider les pays ayant établi des structures susceptibles d'accompagner la mise en œuvre des recommandations de l'atelier.

(iii) Atelier de formation sur l'intégration du travail non rémunéré et de la production des ménages dans les politiques nationales, les budgets et les comptes nationaux (ECA-NA/RABAT/GENDER/2)

8. Le Bureau, avec l'appui de la division Genre de la CEA, a organisé un atelier de formation sur la mise en application d'un Guide pour l'intégration du travail non rémunéré et de la production des ménages dans les politiques nationales, les budgets et les comptes nationaux, du 12 au 16 décembre 2005 à Rabat. L'objectif était de renforcer les capacités nationales pour intégrer les questions de genre dans les comptes et les budgets nationaux, d'estimer les dépenses de temps des ménages désagrégées selon le sexe et de construire des comptes nationaux d'utilisation du temps ainsi que des comptes satellites décrivant la production domestique.

9. Ont pris part à l'atelier des représentants des Etats membres des pays d'Afrique du nord ainsi que d'organisations régionales, non gouvernementales et du système des Nations Unies au Maroc. Des universitaires y ont également pris part. A l'issue de l'Atelier, les participants ont recommandé à la CEA d'organiser des rencontres pour un échange d'expériences dans le domaine des enquêtes budget- temps ainsi que des formations complémentaires pour approfondir certains outils tels que la Matrice de Comptabilité Sociale et le genre. De plus, comme plusieurs pays ont lancé des enquêtes budget – temps, un réseau pourrait être établi entre ceux qui sont concernés.

(iv) Séminaire sur les perspectives de développement en Afrique du Nord: Le défi de l'eau et de l'environnement

10. C'est pour assister les efforts des pays à relever le défi de la gestion de l'eau et de la protection de l'environnement que le Bureau a organisé à Tunis du 21 au 23 février 2006, conjointement avec UN Water-Africa de la division du développement durable de la CEA et en étroite collaboration avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel, OSS (Tunisie), un séminaire sur le défi de l'eau et de l'environnement en Afrique du Nord.

11. Le séminaire a permis de discuter les interactions entre la mise en valeur des ressources en eau, les besoins concurrents et la dégradation de l'environnement; de situer les tendances et les contraintes éventuelles et, de passer en revue la panoplie des techniques de la maîtrise de la demande, de la production et de la valorisation de l'eau à travers les aspects institutionnels et organisationnels.

12. Le séminaire a adopté les éléments d'un projet de Plan d'Action sur « l'eau, l'environnement et le développement durable » qui, une fois finalisé guidera toutes les parties prenantes dans leurs efforts pour formuler, mettre en oeuvre et évaluer des politiques et programmes pour l'utilisation équitable et durable des ressources en eau et la protection de l'environnement.

(v) Table ronde sur l'évolution des structures économiques en Afrique du Nord
(CEA-AN/RABAT/TR/Rapport)

13. Conformément aux recommandations du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) lors de sa vingtième session en 2005, le Bureau a organisé à Rabat du 7 au 9 mars 2006 une table ronde sur l'évolution des structures économiques en Afrique du Nord. En plus de l'objectif principal qui est de mieux connaître le fonctionnement de l'économie des pays de la région et d'en déterminer les secteurs les plus imbriqués dans le tissu productif, cette réunion a discuté des questions suivantes:

- La méthodologie optimale pour l'évaluation des changements structurels et de la diversification
- Les facteurs favorisant la diversification des structures et une diversification accrue de la production et des exportations. Un accent particulier a été mis sur la bonne gouvernance, le rôle des femmes, les technologies de l'information et la formation du capital humain

14. La réunion a discuté des opportunités, selon les données des structures économiques des pays, de l'intégration des économies de la région notamment l'aspect commercial et les effets attendus d'une telle intégration sur les structures économiques.

La rencontre a débouché sur des recommandations pour un meilleur suivi de l'évolution des structures et une meilleure diversification des économies nord africaines notamment dans la perspective de l'intégration régionale. Ont également été recommandé l'analyse du comportement du secteur privé, celle de la relation croissance-emploi-pauvreté; le renforcement des capacités humaines et institutionnelles et l'approfondissement des secteurs porteurs. De même, la Table ronde a recommandé de mieux intégrer la dimension genre dans les stratégies de développement, de repenser les systèmes éducatifs pour une meilleure adéquation avec les besoins et de centrer l'approche stratégique de développement sur l'économie du savoir et des technologies de l'information et de la communication.

B. Vingt et unième réunion du Comité intergouvernemental d'experts

15. La XXIème Session du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) aura lieu à Rabat, Maroc du 4 au 6 avril 2006. La réunion portera sur l'étude des sujets décrits ci-après.

(i) Les conditions économiques et sociales en Afrique du nord (CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/2)

16. Ce rapport traite de la performance économique et sociale, en insistant sur les aspects régionaux. Des éléments ayant influencé la conjoncture de cette année, notamment la hausse des prix du pétrole, la sécheresse seront également abordés.

(ii) Le commerce en Afrique du nord

17. Ce rapport traitera de deux sujets:

- Aspects commerciaux de l'intégration régionale (CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/3/I)

Cette partie met en lumière des questions à examiner en vue de renforcer l'intégration économique. Il s'agit de mesurer et d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des engagements convenus mutuellement, notamment dans le cadre des accords de libre échange, des défis de l'amélioration du commerce intra régional, de la promotion de la cohérence des politiques et de l'appui au renforcement des capacités de négociations commerciales.

- Règles d'origine (CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/3/II)

Cette partie répond à la demande formulée par les Etats membres lors de la 19^{ème} session du CIE. Une première note introductive permettra de passer en revue des questions comme la multiplicité des règles d'origine dans le cadre des accords commerciaux de libre échange, leur impact sur les échanges, l'harmonisation des règles préférentielles et leur adéquation avec les provisions non préférentielles de l'OMC.

(iii) L'évolution des structures en Afrique du nord: 2ème étape (CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/4)

18. Le rapport présentera les principales conclusions et recommandations de l'approfondissement de l'étude sur l'évolution des structures économiques, ainsi que celles de la table ronde organisée autour de cette question. Le résultat des débats permettra de donner une nouvelle orientation à la poursuite de l'étude par le Bureau.

(iv) Le rapport économique 2005 sur l'Afrique

19. Le rapport économique pour l'Afrique (ERA) sera présenté et lancé officiellement.

(v) Le défi de l'eau et de l'environnement (CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/5)

20. Le rapport résume les principaux résultats des activités menées par le Bureau dans le domaine de l'eau et de l'environnement. Les principaux défis de l'eau, de l'environnement et du développement durable sont ainsi rappelés. Le rapport présente ensuite les propositions d'éléments du Plan d'action sur « l'eau, l'environnement et développement durable » adopté par les experts à Tunis en vue d'appuyer les efforts mis en œuvre par les pays pour relever le défi de la gestion judicieuse de l'eau et de l'environnement.

(vi) Rapport sur les agendas internationaux et régionaux (CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/6)

21. Ce document informe le Comité des événements importants concernant la région et les Etats membres qui ont eu lieu aux niveaux international, africain et nord africain.

(vii) Rapport d'activité du Bureau (CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/7)

22. Ce rapport passera en revue les principales activités entreprises durant la période avril 2005-mars 2006: l'analyse des performances économiques; l'approfondissement de l'analyse sur l'évolution des structures économiques; les aspects commerciaux de l'intégration régionale; les règles d'origine dans le commerce régional et international; et les questions d'eau et d'environnement. Les premiers progrès du projet *Observatoire de l'intégration en Afrique du Nord* seront aussi présentés.

(viii) Programme de travail pour l'exercice biennal 2006-2007 (CEA-AN/RABAT/CIE/XXI/8)

23. Ce document présente les activités qui restent à réaliser au cours de la période avril 2006-décembre 2007.

C. Publications

(i) Conditions économiques et sociales en Afrique du Nord: une évaluation quinquennale (2000-2004) (CEA-AN/PUB/06/1)

24. Cette publication décrit les performances économiques en 2004 et fait une étude rétrospective sur la région entre 2000 et 2004. Elle aborde des sujets importants tels que l'eau, le VIH/Sida et le genre.

25. La première partie présente les évolutions à court terme des indicateurs macro-économiques et la conjoncture prévalant en Afrique du Nord au cours de l'année 2004. La deuxième partie analyse l'évolution entre 2000 et 2004 du PIB, de sa distribution selon les trois grands secteurs et sa structure par utilisation (consommation, investissement et exportation) a également été décrite. Une tentative de détermination des secteurs porteurs a été faite ainsi que l'analyse des contraintes et des facteurs agissant sur l'évolution des structures. La troisième partie de la publication approfondit les aspects relatifs à la participation de la femme à l'activité économique ainsi que les défis que constituent l'eau et la pandémie du VIH/Sida².

(ii) Rapport sur la mise en valeur des ressources en eau (CEA-AN/PUB/EAU/8)

26. En avril 2005, le Bureau a organisé au Caire, dans le cadre de l'atelier AWICH du projet UN Water-Africa, une réunion de revue de la version préliminaire des rapports sur la mise en valeur des ressources en eau présentée à la dernière réunion du CIE.

27. L'Atelier de formation organisé par UN-Water Africa sur la centralisation de l'information géographique sur l'eau en Afrique du Nord a enregistré la participation d'une quarantaine de décideurs, d'experts en eau et de spécialistes de l'information géographique. La formation a porté sur les concepts de base de l'infrastructure des données satellitaires, le projet TIGER et les autres initiatives, les normes et les nœuds de l'information centralisée et les techniques de création et gestion de méta données à partir de données réelles.

28. Les participants ont ensuite procédé à la revue détaillée du contenu des rapports sur l'eau. Ils ont fait des nombreuses observations sur le contenu, la forme, la qualité des données, la pertinence des conclusions et recommandations. Les rapports ont été finalisés compte tenu de ces observations.

29. Le rapport fait le point sur la situation de l'eau en termes de potentialités et extraction. Il identifie les problèmes critiques posés par les besoins, demandes et utilisations concurrents et par la gestion de l'eau et présente les succès enregistrés et les contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de la Vision africaine de l'eau pour 2025. Enfin, il formule des recommandations pour la voie à suivre.

² La publication est en cours d'édition finale.

(iii) Etude sur l'impact du VIH/SIDA sur quelques économies Nord africaines

30. La publication sur l'impact du VIH/SIDA sur certaines économies d'Afrique du nord fait suite à la réunion régionale sur le VIH/SIDA qui a eu lieu du 31 octobre au 2 novembre 2000 (Tripoli, Libye), lors de laquelle les Etats membres ont souligné que le VIH/SIDA présente un risque au développement et ont recommandé de mener des recherches socio-économiques pour en déterminer l'impact actuel et potentiel.

31. Le rapport met en relief, à la lumière de quatre études de cas, l'impact socio-économique du VIH/SIDA au niveau micro et macro économique. L'Afrique du nord étant une région à faible prévalence, l'impact se fait surtout sentir au niveau des revenus et dépenses des personnes infectées et de leurs familles ainsi qu'au niveau des budgets de l'Etat consacrés à la prise en charge du coût des ARV. L'étude apporte également, sur la base de projections modélisées, un éclairage sur l'impact économique potentiel de cette épidémie. Finalement, elle formule des recommandations d'actions à prendre pour mitiger l'impact du VIH /SIDA sur les personnes atteintes, leurs familles et sur les budgets de l'Etat. Un accent particulier est mis sur la nécessité d'une politique de prévention rapide, large et persistante. Cette publication est en cours de finalisation.

III. Observatoire de l'intégration régionale en Afrique du Nord

32. L'accompagnement du processus d'intégration régionale qui reste une priorité de la CEA est effectué par les bureaux régionaux. Parmi les contraintes au processus, le manque d'informations pertinentes au niveau régional entrave les études et les analyses, ainsi que des interventions des Gouvernements des Etats membres, du secteur privé et de la société civile.

33. Pour remédier à cela, le Bureau a proposé la mise en place d'un Observatoire de l'intégration régionale dont le principe a été retenu lors de la vingtième réunion du CIE. L'objectif principal de l'Observatoire est de créer une plate forme de savoir et d'interaction qui permettra d'effectuer le suivi du processus de l'intégration régionale en vue de son renforcement. Pour cela, l'Observatoire s'attellera à créer, à collecter, à exploiter, à analyser et à diffuser les informations s'y rattachant.

Une présentation d'une première version de l'Observatoire sera faite lors de la réunion du CIE 2006.

IV. Collaboration, coopération internationale et harmonisation et liaison interinstitutions

34. Au cours de la période considérée, le Bureau a collaboré et coopéré avec les Organisations régionales, le Système des Nations Unies et d'autres institutions dans divers domaines. Aussi, le Bureau a participé à la trente-neuvième Conférence des Ministres africains des Finances, du Plan et du Développement économique, tenue du 14 au 15 mai 2005 à Abuja au Nigeria et au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) qui a eu lieu à Tunis, du 16 au 18 novembre 2005.

A. Mission de soutien au mécanisme africain d'évaluation par les Pairs (MAEP)

35. Suite à l'adhésion de l'Algérie au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), le Bureau a participé à deux missions de soutien à la mise en œuvre du processus d'autoévaluation, missions constituées des représentants du Secrétariat du MAEP et du NEPAD et des trois partenaires stratégiques que sont la CEA, la BAD et le PNUD.

36. La première mission (Alger, juillet 2005) a permis des consultations approfondies avec le gouvernement, les hauts responsables, les partis politiques, les parlementaires et les représentants des organisations de la société civile sur le processus d'autoévaluation. Des mécanismes de coordination ont été mis en place et un plan de travail en vue de la préparation du rapport national d'autoévaluation et du Programme d'Action a également été établi.

37. La deuxième mission a permis d'établir un dialogue entre l'Exécutif et les membres de la Commission nationale et des institutions techniques d'évaluation sur les politiques, les programmes et les projets en cours dans les différents ministères dans le cadre de la mise en œuvre du programme de soutien à la croissance à moyen terme (2001-2004) et (2005-2009), programme de 50 milliards de dollars financé sur le budget de l'Etat. La Commission nationale d'évaluation pourra ainsi intégrer ces politiques, programmes et projets dans le Programme d'Action qui sera élaboré.

B. Collaboration avec le Système des Nations Unies

38. Le Bureau a participé:

- à l'atelier de formation organisé par UN-Water Africa sur la centralisation de l'information géographique sur l'eau en Afrique du Nord;
- au processus de préparation du CCA - UNDAF pour la période 2007-2011 (Maroc) et d'intégration des nouveaux outils de programmation;
- à la réunion d'experts sur la migration internationale et les objectifs du millénaire pour le développement organisée par Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP - Division des Pays Arabes) à Marrakech, du 11 au 12 mai 2005;
- aux différents travaux des Groupes Thématiques Genre et VIH/SIDA, notamment lors de la préparation de la journée mondiale du Sida en 2005;
- aux travaux du colloque international pluridisciplinaire sur le thème « Marché du travail et genre dans les pays du Maghreb » à Rabat du 15 au 16 mars 2006.

C. Coopération avec d'autres organisations

39. L'Association des femmes chefs d'entreprises du Maroc (AFEM) a invité le Bureau à prendre part aux travaux de la conférence internationale portant sur « L'acte d'entreprendre pour les femmes dans les pays musulmans », à Marrakech, Maroc, du 24 au 25 septembre 2005.

40. Une mission a été effectuée à Tunis en novembre 2005 en vue de présenter le programme gouvernance de la CEA à un séminaire sous le thème « Gouvernance et investissement » organisé par la faculté des sciences économique et de gestion de Tunis.

41. Le Bureau a organisé un séminaire régional sur le défi de l'eau et de l'environnement en étroite collaboration avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel à Tunis en février 2006.

IV. Programme de stages

42. En application de sa nouvelle politique pour la promotion des activités de recherche dans la région, le Bureau a initié un programme de stage de courte durée pour accueillir de jeunes diplômés d'universités. Dans ce cadre, le Bureau a accueilli:

- d'avril à juin 2005, deux stagiaires de l'Université de Cocody d'Abidjan en Côte d'Ivoire, qui ont fait des études sur:
 - « *L'intégration économique régionale et commerce intra zone en Afrique du Nord* »; et,
 - « *Pauvreté et croissance en Afrique du Nord* »;
- d'octobre à décembre 2005, une stagiaire du Centre d'études et de recherche sur le développement international (CERDI) de Clermont-Ferrand en France, dans le cadre d'un Master en économie du développement et planification des projets qui a travaillé sur une publication relative au VIH/Sida.
- de janvier à avril 2006, une étudiante de l'Université Paris I (Panthéon Sorbonne) qui travaille sur « *L'évaluation institutionnelle du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord* » dans le cadre d'un DEA en Sciences politiques;
- de mars à mai 2006, une stagiaire de l'Université de Cocody d'Abidjan en Côte d'Ivoire, qui prépare un mémoire sur « *Les enjeux de la mise en place d'un Accord de partenariat économique (APE) sur le commerce et les finances publiques dans la région* » en vue de l'obtention d'un DESS en Gestion de la politique économique.

VI. Transfert du Bureau

43. Dans le souci de mieux servir ses Etats membres et être plus proche de ses partenaires, notamment les Institutions nationales, les communautés économiques régionales, les organisations internationales et bien entendu les différents départements ministériels marocains, le Bureau a sollicité et obtenu du Gouvernement du Maroc, l'accord pour transférer son siège de Tanger à Rabat au cours du deuxième semestre 2005. Le déménagement a été facilité par le Gouvernement marocain grâce à l'appui du Haut Commissariat au Plan, du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération et du Ministère des Finances. Le transfert a également profité de l'appui et de l'aide du siège de la CEA à Addis Abeba et du Bureau des affaires légales du siège des Nations Unies à New York.

44. Il reste à présent à décorer le nouveau local avec des produits culturels des artisanats des sept Etats membres. Un appel à contributions leur est donc lancé.